



## Les cours mondiaux des denrées alimentaires augmentent et la famine s'étend

Par [Barry Mason](#)

Thème: [Économie](#)

Mondialisation.ca, 02 avril 2008

[WSWS](#) 2 avril 2008

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a prévenu que la montée des cours mondiaux des denrées alimentaires réduira sa capacité à ravitailler les personnes affamées et mal nourries.

S'exprimant le mois dernier à Rome, où le PAM est installé, sa directrice exécutive, Josette Sheeran, a déclaré « Notre capacité à accéder aux gens diminue juste au moment où les besoins augmentent... Nous faisons face à un nouvel aspect de la faim, les gens sont exclus du marché de la nourriture parce qu'ils n'ont pas les moyens d'en acheter... Des situations qui n'étaient pas urgentes par le passé le deviennent maintenant. »

Dans un communiqué de presse, le PAM a présenté une nouvelle estimation des fonds dont il a besoin cette année pour son action qui s'élève à près de 3,5 milliards de dollars (un peu plus de 2,2 milliards d'euros), soit un demi-milliard de dollars de plus que l'année dernière. Cet argent est destiné aux projets approuvés qui ravitaillent 73 millions de personnes dans 78 pays de par le monde. Le communiqué fait remarquer que cet argent ne concerne que les plans d'aide alimentaire déjà établis et n'inclut pas les urgences imprévues qui pourraient se manifester.

Il note également que les personnes les plus pauvres sur Terre devront dépenser une portion croissante de leurs maigres revenus pour la nourriture. Le PAM annonce que ces gens seront contraints d'acheter moins de nourriture, ou des aliments moins nutritifs, ou de dépendre d'une aide extérieure.

Parmi les pays qui seront les plus affectés, on compte le Zimbabwe, l'Érythrée, Djibouti, la Gambie, le Togo, le Tchad, le Cameroun, le Niger et le Sénégal, tous sur le continent africain. Seront également affectés : Haïti, le Myanmar (ex-Birmanie), le Yémen et Cuba.

Le PAM déclare que parmi les facteurs qui poussent à l'inflation sur les aliments figurent la hausse des prix du pétrole et l'augmentation de la demande de nourriture, particulièrement la viande, en Chine et en Inde. Cette augmentation de la demande est une des conséquences de la rapide augmentation du pouvoir économique de ces pays.

Les événements météorologiques liés au réchauffement climatique ont également joué un rôle dans la hausse des prix. L'usage croissant des céréales pour produire des biocarburants est un autre facteur qui est à l'oeuvre sur le marché.

Mark Thirlwell, écrivant dans le *Financial Times* du 26 février, a fourni quelques données sur

l'ampleur de la menace qui pèse sur les réserves de nourriture. Il fait remarquer que les cours mondiaux des denrées alimentaires ont augmenté de 75 pour cent depuis le nouveau millénaire, et ils ont augmenté de 20 pour cent, rien que l'année dernière. La consommation de viande et de soja de la Chine a augmenté de 40 pour cent ces dix dernières années, en même temps que son économie commençait à décoller.

Il fait remarquer qu'alors que par le passé, les augmentations des prix de la nourriture étaient atténuées par des augmentations ultérieures de la production, cela risque de ne pas être le cas cette fois-ci.

Il affirme que la hausse des prix du pétrole et le décollage consécutif de la production de biocarburants auront un impact à long terme sur l'offre de nourriture. De plus en plus, les champs seront cultivés pour répondre à la demande accrue en biocarburants plutôt que pour la nourriture.

Le fait que les dépenses alimentaires représentent une plus grande part des revenus des pauvres dans les pays dits sous-développés va aggraver leur situation déjà difficile. Thirlwell écrit : « Alors que la part de la nourriture dans le panier du consommateur d'un pays riche, comme les États-Unis, est relativement faible, environ 10 pour cent, il est d'environ 30 pour cent en moyenne en Chine et de plus de 60 pour cent en Afrique sub-saharienne. Les pays qui sont les plus vulnérables sont les pays à faible revenus et importateurs nets de nourriture. Des prix alimentaires plus élevés alourdissent les factures des importations, qui ont souvent déjà été mises à rude épreuve par le prix élevé de l'énergie. Un certain nombre des économies les plus pauvres tombent dans cette catégorie et sont largement dépendantes de l'aide alimentaire pour subvenir à leurs besoins. Mais le volume global de ces aides stagne depuis les deux dernières décennies et, ce qui est pire, la quantité d'aides apportée tend à baisser avec l'augmentation des prix, étant donné qu'une grande part de ces aides correspond à une somme annuelle fixe. »

Il indique que ceux qui courent le plus grand risque sont les pauvres des zones urbaines. Alors que dans beaucoup de pays d'Afrique sub-saharienne, une grande partie de la population assure sa propre subsistance en cultivant la terre, la tendance chez les pauvres est de quitter la terre et d'aller vers les centres urbains en expansion.

La tendance à se tourner vers les cultures pour les biocarburants a un impact en Afrique. Le Ghana, le Bénin, l'Éthiopie, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie et l'Afrique du Sud ont tous des projets pour produire des cultures à biocarburants.

Un rapport publié dans *l'Indépendant*, le 16 février, expliquait qu'une réunion du Réseau africain pour la biodiversité s'était tenue en Afrique du Sud pour débattre de la production de biocarburants. L'article cite un environnementaliste nigérian respecté, Nnimmo Bassey, qui a déclaré : « L'Afrique est un continent largement ouvert et l'industrie énergétique veut en profiter... C'est un retour aux plantations coloniales. »

L'article poursuit : « Des savanes de l'Afrique de l'Ouest aux forêts tropicales du Congo, les plaines de Tanzanie et les zones sauvages Éthiopie, les gouvernements accordent d'immenses portions de terre aux compagnies privées pour convertir la biomasse cultivée sur de grandes plantations en carburants liquides pour les marchés d'exportation. Les dirigeants africains comme le sénégalais Aboulaye Wade prédisent une « révolution verte » et lorgnent avec espoir vers des exportations lucratives. »

Le changement climatique affectera aussi la production agricole en Afrique. Un rapport récent de l'Université de Stanford prédit une baisse de près d'un tiers de la culture de base qu'est le maïs, en conséquence du changement climatique, pendant les vingt années à venir.

Une autre étude menée par le Centre pour les politiques environnementales et économiques en Afrique (CEEPA), qui est installée en Afrique du Sud, affirme que l'Afrique perdra environ 4 pour cent de ses terres cultivables au cours des 30 prochaines années, et qu'elle en aura perdu environ 18 pour cent à la fin du siècle.

L'Agence américaine pour le développement international (USAID) a annoncé qu'elle allait réduire la quantité d'aide alimentaire qu'elle fournit. Elle justifie cette décision par la récente augmentation marquée du prix des marchandises, qui l'ont laissée avec un déficit budgétaire de 120 millions de dollars.

Amy Barry, une porte-parole d'Oxfam [confédération d'associations de lutte contre la pauvreté] sur le commerce, a déclaré dans l'*Observer* du 2 mars : « De plus en plus de gens vont devoir faire face à des pénuries de nourriture à l'avenir... Étant donné ce qui se passe à cause de la hausse des prix de la nourriture, nous devons réfléchir aux effets que cela aura sur les gens [dans les pays en voie de développement] qui dépensent jusqu'à 80 pour cent de leurs revenus en nourriture. »

L'impact de la crise économique du système capitaliste aura un effet dévastateur sur les vies de certains des habitants les plus pauvres de la planète.

*Article original en anglais, WSWS, paru le 29 mars 2008.*

Copyright WSWS.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Barry Mason](#), [WSWS](#), 2008

---

Articles Par : [Barry Mason](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

